

Une Organisation Mondiale de la Santé pour le 21^{ème} siècle

- L'OMS a joué un rôle clé dans des initiatives sanitaires majeures ces trois dernières décennies.
- Mais, en ce début de 21^{ème} siècle, elle est sous-financée et travaille dans un environnement difficile et hostile
- Outre des fonds plus importants et un environnement de travail plus favorable, une plus grande ouverture à la société civile et une réforme de la gestion interne sont nécessaires si l'OMS veut reconquérir sa position de leader de la santé mondiale.

L'OMS est une source inégalable d'informations objectives et factuelles, et une instance efficace de surveillance et de contrôle des maladies transmissibles dans le monde. Ces trente dernières années, elle a fait la preuve de sa capacité à œuvrer pour le bien, en se dressant contre les industries agroalimentaires et pharmaceutiques internationales, en aidant à mettre au point une liste des médicaments essentiels, un code sur les substituts de lait maternel, une convention sur le tabac et la déclaration d'Alma Ata.

Toutefois, privée de ressources fondamentales du fait de coupes claires dans le budget des Nations Unies, l'OMS n'est pas de taille contre la Banque Mondiale, qui a exercé une plus grande influence sur les décisions de politique publique des gouvernements, ou contre l'OMC, capable d'influencer le modèle et l'orientation des systèmes de santé et de sécurité alimentaire au moyen des règles commerciales.

La prolifération des initiatives mondiales dans la santé, dont beaucoup sans responsables définis et fortement influencées par des 'partenariats' privés, sape également la position et le mandat de l'OMS. Du fait du manque de leadership dans le secteur santé à l'échelle planétaire, les ministères de la Santé sont forcés de fonctionner dans une arène où convergent les demandes multiples et non coordonnées des institutions mondiales, des grands bailleurs et des ONG internationales.

L'OMS a été mal dirigée par ses structures de gouvernance. L'Assemblée mondiale de la santé et son Comité exécutif ont



OMS – dans les nuages ? (P Virot/WHO)

affaibli la résolution de l’OMS d’agir comme une « conscience pour la santé mondiale », et son mandat pour s’attaquer aux déterminants économiques et sociaux des problèmes de santé.

Elles ont également conduit l’OMS à contribuer à la mise en place de programmes trop étroitement ciblés, en termes de technologie comme de maladie, ont échoué à protéger l’OMS des influences bilatérales et des pressions politiques abusives, et ignoré la nécessité de redonner de l’élan aux procédures de gestion interne de l’OMS et au moral de son personnel.

Il faut une OMS forte, efficace et rendant des comptes publics, capable de relever les défis sanitaires mondiaux d’aujourd’hui. Certains signes tendent à montrer que l’OMS revient aux valeurs de la déclaration d’Alma-Ata ; ils sont les bienvenus, mais les défis d’aujourd’hui, dans un monde qui répond aux problèmes de santé par des solutions technologiques et commerciales, sont grands.

Ce qu’il faut faire

Prendre le commandement du navire de la santé mondiale

- Le financement de l’OMS doit substantiellement augmenter, avec une part plus importante consacrée à son budget central, et moins de conditions associées.
- La nature fragmentaire de la gouvernance sanitaire mondiale exige une plus grande clarté des rôles et des mandats. Le rôle de l’OMS doit être renforcé à l’échelle nationale ; elle doit entre autres aider les gouvernements à coordonner les initiatives mondiales, multilatérales, bilatérales et internationales des ONG pour améliorer la santé.
- L’OMS doit réactiver son engagement à agir comme conscience pour la santé mondiale, et les gouvernements ne doivent pas avoir peur de s’attirer des ennuis ainsi.

L’histoire montre que le changement se fait quand les gouvernements et la société civile travaillent, ensemble, sous l’égide d’une OMS forte – même quand ce changement met à mal des intérêts puissants (cf. encart 12).

- Il faut ouvrir le débat sur les rôles clés de l’OMS à l’avenir, pour éviter l’enlisement et développer le consensus, à la fois au sein de l’organisation et au-delà.

Une organisation des peuples, et pas seulement des gouvernements

- La démocratisation des institutions de gouvernance mondiale est une priorité dans l’agenda politique. Les problèmes planétaires complexes d’aujourd’hui nécessitent une représentation de plus en plus large, et notamment des acteurs de la société civile. L’OMS ne doit pas être épargnée par la « vague démocratique ».
- L’Initiative de la Société Civile à l’OMS devrait être étendue. Les organisations de la société civile du Sud, en particulier, doivent avoir plus directement voix au chapitre. Il faut faire attention à distinguer les organisations défendant l’intérêt public de celles qui ne servent que de façades à des intérêts commerciaux.
- La nature politisée des élections des dirigeants de l’OMS doit être atténuée : parmi les solutions possibles, un droit de vote élargi, peut-être aux experts de la santé publique internationale et aux organisations de la société civile. Il convient de demander aux candidats qu’ils publient un manifeste et débattent publiquement de leur vision de l’organisation.

Améliorer l’organisation

- Des changements radicaux au sein de l’organisation – un éventail plus large de professionnels de la santé, plus d’experts en sciences sociales, économistes, pharmaciens, juristes et spécialistes en politique publique, une plus grande représentation des pays en développement, des agences régionales plus fortes dirigées par des professionnels expérimentés, une plus grande transparence et une plus grande responsabilité – mèneront à une meilleure façon de travailler en collaboration.
- Faire la preuve d’une expérience efficace de direction et de gestion devrait être un critère de recrutement du personnel, particulièrement aux échelons supérieurs. Il faut mettre l’accent sur l’apprentissage par les bonnes pratiques et le partage des idées.
- Des services avec plus de capacités et d’indépendance, plus de ressources humaines et des mécanismes plus efficaces peuvent éradiquer la corruption, le népotisme et l’abus de personnel.



Des Ministres de la Santé se réunissent pour la 57^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé (P Viot/WHO)

Travailler ensemble pour promouvoir la santé

On estime à quatre millions le nombre de personnes mourant chaque année d'une maladie liée au tabac.

En 2001, l'Assemblée mondiale de la santé a appelé l'OMS à surveiller l'impact mondial du tabac, ouvrant ainsi la voie au premier traité public mondial sur la santé, adopté à l'unanimité par les 192 pays membres de l'AMS (Assemblée mondiale de la Santé) en 2003.

La Convention cadre sur le contrôle du tabac (FCTC) née de cette initiative prouve que l'OMS, avec l'appui des gouvernements nationaux et de la société civile, peut se dresser contre une menace mondiale pour la santé, et vaincre.

Dès le début, certains gouvernements – y compris dans les pays en développement – ont lourdement fait pression pour obtenir des mesures efficaces pour juguler l'expansion de ce fléau mondial qu'est le tabac, et pour mettre les grandes multinationales productrices face à leurs responsabilités.

Plus de 200 ONG ont pris part à la rédaction du traité, parmi lesquelles 26 groupes représentant des intérêts publics. Ces ONG ont surveillé et exposé les abus de l'industrie du tabac, soulevant la fureur des médias et sensibilisant ainsi l'opinion publique.

Cette initiative collective efficace a fait la lumière sur le tabac, derrière l'image policée qu'en donnent les producteurs, a diminué son influence politique et économique et sauvé des millions de vies.

Surveiller l'OMS

Les travailleurs de santé et les militants peuvent agir pour rendre l'OMS plus efficace et la mettre elle aussi face à ses responsabilités. Ils peuvent pour ce faire :

- Exiger et faire campagne pour :
 - de plus grandes contributions financières des gouvernements à l'OMS.
 - l'ouverture des partenariats public-privé en pleine prolifération à un examen indépendant et critique.
 - l'octroi à l'OMS des fonds et du mandat nécessaires pour assurer une meilleure coordination entre bailleurs et agences internationales du secteur santé au sein des pays en développement.
- Organiser des rencontres avec les ministères de la Santé pour discuter des enjeux à soulever avant la prochaine Assemblée mondiale de la santé.
- Exiger que l'OMS se voie confier un rôle et un mandat plus fort, en matière de protection de la santé, lors des discussions et négociations commerciales mondiales et régionales.
- Appeler l'OMS à augmenter son engagement auprès de la société civile, par l'extension de l'Initiative de la Société Civile à son siège, en veillant à ce que les bureaux régionaux de chaque pays assure une travail de proximité, et en révisant ses règles en matière de relations avec les ONG.
- Initier des veilles locales et régionales des activités de l'OMS (l'OMS possède des bureaux nationaux et régionaux).
- Initier des veilles locales et régionales des autres instances compétentes, telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce.